

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

réforme haby

**ouverture sur la vie
ou intégration au système ?**

éditorial

Après Toulon, après Karlsruhe, voici que cent-cinquante appelés manifestent à Verdun pour protester contre la mort accidentelle d'un de leurs camarades. Et M. Bourges de protester contre l'action du P.C. et de la Ligue Communiste.

Qu'il y ait exploitation du malaise du contingent par ces deux organisations est certain. Mais il est trop simple, il est trop facile de réduire le problème à cette explication.

Tant que les jeunes Français auront l'impression de perdre leur temps à la caserne pendant douze mois, il y aura une contestation anti-militariste.

Tant que les conscrits ne seront pas entraînés à protéger contre une invasion éventuelle leur ville et leur région grâce aux techniques de guérilla, ils verront dans la conscription une brimade absurde.

M. Giscard, l'homme des réformes, a eu recours à une très vieille recette des politiciens de la III^e République pour faire face au malaise : appeler un militaire prestigieux au gouvernement. Mais le général Bigeard, secrétaire d'Etat à la condition militaire, n'est pas une tête politique. Pas plus que Lyautey, ministre de la guerre du gouvernement Briand 1916. Pas plus que Pétain mi-

nistre de la Défense nationale du gouvernement Doumergue en 1934.

Dans ces trois cas les politiciens ont cherché à avoir un otage-soldat pour cacher les carences de leur politique militaire. Lyautey cautionna l'absence de stratégie offensive face à l'Allemagne. Un an après éclataient les mutineries de 1917. Pétain cautionna la réduction des crédits militaires à l'heure où Hitler réarmait et l'on ne connaît que trop la suite. Bigeard cautionnera-t-il la faillite de la politique de conscription ? C'est à redouter. Et malheureusement ce sera l'ensemble de la Défense nationale qui en subira les conséquences.

N.A.F.

sur un texte de malraux

faut-il se résigner ?

● « la vraie politique pratiquée aujourd'hui, c'est d'assurer la moins mauvaise gestion possible ». Est-ce suffisant ?

Nous avons déjà fait mention dans nos colonnes de la jeune revue gaullienne, l'*Appel*, et, en particulier, de ses réflexions sur notre société et notre civilisation qui méritent l'attention de tous ceux qui veulent construire l'avenir.

Parmi ses collaborateurs, vient de s'inscrire André Malraux (1). Il s'agit d'un entretien entre l'un des derniers grands écrivains de notre littérature et Olivier Germain-Thomas, le directeur de la revue. Mais les amples réponses aux courtes questions, dont Malraux a personnellement revu la transcription, confèrent à ces trente pages le statut d'un véritable texte politique inédit.

Il faut lire ces réflexions fondamentales concernant les réalités et les comédies du monde, qui traitent, par exemple des Etats-Unis, de l'Union soviétique, ou du Japon qui recèle « peut-être (le) plus grand problème des trente prochaines années ».

La France et la démocratie figurent aussi en bonne place dans ces pages, où le gaullisme s'identifie à l'homme du 18 juin, dont Malraux parle comme d'un amour parfait qui ne saurait se remplacer.

LA VOLONTÉ POLITIQUE

Le souffle de ces pages tient à leur fil conducteur : « la vraie politique pratiquée aujourd'hui, c'est d'assurer la moins mauvaise gestion possible ». De fait, partout à travers le monde, la politique considérée comme un souci, celui de la communauté entière, s'efface devant une simple technique, une pratique fondée sur la rentabilité immédiate. Devant les mythes du progrès indéfini, du changement universel ou de la science totale à laquelle la « politique-gestion » se réfère, l'homme et l'univers doivent se plier.

On comprend qu'un Malraux, qui a épousé les civilisations dans ce qu'elles ont à la fois de plus irrationnel, de plus mystérieux et de plus permanent, soit saisi de frayeur devant cette dérive du bateau déserté par son capitaine. Les mythes nous « parlent », plus que nous les « parlons ». Mais l'âme des civilisations ne peut-elle pas mourir ? Qui résistera devant les techniques religieuses devenues l'outil d'une pratique « à la petite semaine » ?

Le souci politique constitue et promeut une politique historique, un projet, qui est toujours projet-pour-l'homme. Et ce souci s'entend d'une volonté politique.

Des grandes puissances, « la dernière incarnation de la vraie volonté historique est morte avec l'Empire Britannique ». L'Union Soviétique semble avoir relégué son idéologie historique, qui tenait lieu de volonté politique, au profit de la gestion du nouvel empire russe. Quant à l'Amérique, de formation hybride, elle n'a jamais eu à promouvoir un fond original de valeurs ; sa civilisation, essentiellement mercantile, modèle toute son action : ayant des intérêts dans toutes les parties du monde, elle joue un jeu subtil de balancier entre les divers camps.

Il n'y a de politique historique qu'avec une volonté politique. Et celle-ci, impliquant « perspective et dessein », requiert l'appui et le concours de plusieurs générations. Considérant les civilisations et les empires disparus, comment ne pas accepter le mot magnifique de Malraux, qui résonne ici de tout son poids existentiel : la politique est une « partie d'échecs avec le destin » ?

Mais si « les valeurs occidentales se décomposent », jusqu'aux valeurs chrétiennes, si l'art de vivre et la conception de l'homme tombent en décadence, comment ne pas interroger Malraux sur les causes de ce fait ? Il attribue cette décomposition au mythe scientifique, érigé voici cent ans, et qui nous laisse plus insatisfaits encore devant les questions qu'il a posées que devant celles qu'il a résolues. La raison de la décadence n'est-elle pas l'absence du souci politique ?

Faut-il donc se résigner ou bien faut-il combattre ? Faut-il assister passifs, en attendant « l'époque où quelque chose de sérieux resurgira », ou bien faut-il fédérer les hommes lucides de notre temps pour faire la théorie de notre stérilité et provoquer, de force, ce « quelque chose de sérieux » ? Puisqu'il n'y a plus de volonté politique au niveau de l'Etat, le projet politique ne commence-t-il pas chez ceux qui lient en eux-mêmes « la part de l'esprit et celle de l'irrationnel », la part de l'intelligence et celle de la mystique ? Alors le « nouveau type humain » ne peut-il pas sortir de la crise elle-même, quand la crise de civilisation façonne notre propre crise d'identité ? Malraux, l'homme du défi, attentif à conjurer le destin, ne saurait rester insensible à notre sursaut.

LE SURSAUT

On ne pouvait pas attendre moins de Malraux sur le général de Gaulle : « la politique historique de la France — et le général de Gaulle y était de plain-pied — c'était d'abord une volonté française, une conception délibérée de la France : le reste n'était que gestion des affaires courantes ». Cependant, parlant de l'indispensable révision de notre exercice de la démocratie — réflexions qui s'apparentent aux mises en garde que le comte de Paris adressait au général dès 1958 — Malraux a ce mot révélateur : « le Général n'a pas eu le temps »...

Le temps ! Il n'y a pas de « gaullisme sans général de Gaulle »..., « cette doctrine, ces méthodes (gaulliennes) n'assurent aucune succession »... Combien résonnent, et de quelle intensité, ces phrases du héros de la fraternité du combat et de l'auteur de *Lazare* ! Le moteur irrationnel de la volonté politique de de Gaulle, qui fut « le sentiment d'une mission de la France », ne pourrait-il donc survivre aux conditions de sa naissance et de son expression ?

Faut-il se résigner ? Ou bien faut-il déchiffrer le message des Alexandre, Richelieu et Frédéric II ? Comment Malraux pourrait-il s'arrêter à énoncer : « Richelieu pense : « Il y a la France, et elle sera le premier pays de la chrétienté ». Au service de cette volonté, il met en jeu des choses qui lui survivront longtemps, puisqu'il va jusqu'à envisager des mariages au troisième degré — et qu'il fonde la politique de la France jusqu'à la Révolution. Cette poli-

tique-là, cette politique à long terme (par le biais des mariages entre autres choses) était une politique délibérée, pensée en fonction d'une histoire » ?

Malraux oublierait-il que Richelieu n'aurait pas existé sans Louis XIII ? Où trouver la clef de notre crise de civilisation « occidentale », quand les technocrates ont éliminé les politiques au profit des marchands, sinon dans la perpétuelle remise en question des orientations et des projets politiques ?

La compétition a finalement rabaissé la tête de l'Etat à un vulgaire poste d'administration. La seule préoccupation du nouveau venu étant de satisfaire au mieux les électeurs et les groupes d'intérêts qui les manipulent, il n'est bien évidemment plus question de volonté politique. Vienne un véritable homme d'Etat, soucieux du bien commun et de la justice, et il devra compter avec les notables, sous peine de disparaître au plus vite. Et s'il passe le cap de la réélection, au jour de sa retraite, sa politique sera dénaturée par la personnalité, peut-être rivale, qui deviendra après lui « P.D.G. de la Société France ». Et le peuple, baigné dans le mythe du changement, ne lèvera pas les yeux pour s'apercevoir du départ du guide de son destin. « Le général de Gaulle a voulu mettre la France « à l'unisson de son siècle » en s'inspirant de l'exemple capétien ; les pesanteurs sociales ont ruiné cette espérance » (2).

Faudra-t-il donc nous résigner sans cesse devant la décadence et la mort ? Ou bien enfin faudra-t-il tenter le sursaut libérateur ? Le combat que nous menons pour l'avenir de l'homme et de notre pays doit s'enraciner dans les leçons de l'histoire.

Pour découvrir l'espoir, faudra-t-il sans cesse attendre un « 18 juin » au cœur d'une crise de la Nation, ou bien, à partir d'un dernier 18 juin, faudra-t-il rétablir les conditions d'exercice de cette volonté politique, en renouant pleinement le pacte capétien ? Car, Malraux le dit admirablement, « la Nation est une donnée mystérieuse... ce qu'on peut faire en une vie d'homme est considérable. La France a de grands atouts, son passé est exemplaire ». La substance française, encore vivante, nous écouterait et reconnaîtrait les grandes vérités salvatrices. Ensemble nous ferons en sorte que le comte de Paris, selon des moyens adaptés à notre temps, permette à la France et au monde de renouer enfin avec une véritable politique historique.

Philippe VIMEUX

(1) N° 13, janvier-février 1975. L'*Appel*, 89, rue de Lille, 75007 Paris.

(2) Comte de Paris - Préface aux *Mémoires de Louis-Philippe* - 1973, p. XXI.

RENOUVIN A LA TELE...

Bertrand Renouvin passera à la télévision (A2) le samedi 8 mars vers 17 h 30 au cours de l'émission de Michel Lancelot.

armée

que peut faire bigeard ?

Indicutablement Bigeard a déçu. Tous ceux qui s'attendaient à le voir débarquer en parachute sur les pavés de la cour carrée de l'Elysée pour assister en tenue léopard à son premier conseil des ministres ne comprennent pas. Le grand vent du changement n'aurait-il donc pas saisi nos armées ? Pourtant des bulles de plus en plus nombreuses éclatent à la surface d'une Défense nationale sans histoire depuis dix ans attestant d'un malaise profond et croissant parmi les personnels militaires, engagés ou appelés. Après une gestation inconsistante de 9 mois (« il lui donne un Soufflet ») l'heure était venue d'envisager des réformes.

Tout a commencé en juillet dernier par l'appel des 100 — rapidement plus de 1.000 — puis Draguignan, Karlsruhe et récemment Tübingen. Machinations d'extrémistes politiques, se lamentent les irresponsables qui en sont restés aux mutineries de 1917. Peut-être, mais toujours est-il que les revendications affirmées, chaque fois les mêmes (amélioration de la condition matérielle et morale de l'appelé), ont trouvé un écho parmi le contingent. Plus diplomate, le général de Boissieu, chef d'état-major de l'armée de terre, déclarait récemment : « Le malaise dans l'armée n'existe pas, il n'y a que des problèmes », tout en s'en prenant aux journalistes accusés de « dramatiser » la situation. Mais alors pourquoi un nouveau ministre de la Défense et Bigeard ?

PROBLEME OU MALAISE ?

« Que veulent-ils de plus ? » se lamentait le commandant du quartier Pégazy de Karlsruhe au lendemain des incidents du 13 janvier. Certaines petites choses qui, pour des appelés, comptent beaucoup : des facilités de permission, une participation plus importante de l'armée aux frais de transport. En Allemagne surtout, être appelé n'est pas toujours enthousiasmant : le coût de la vie est deux fois plus élevé qu'en France et les contacts avec la population inexistants. Une seule chose compte, rentrer le plus souvent possible chez soi.

Mais avec 75 F par mois cela revient très cher. Là seulement se trouve la principale raison de ces manifestations spectaculaires parce que d'un genre nouveau. Alors, quelques problèmes à résoudre ou un malaise ?

Il est curieux de constater le manque de réactions à ces manifestations de la part des officiers et des sous-officiers. Ce n'est ni du mépris ni du désintérêt. Au contraire, pour les cadres de l'armée ces tensions ont valeur de test, de symbole. A l'orée d'une ère où le rôle de l'armée classique dans la société et les conflits éventuels restent encore mal définis, l'encadrement militaire français perçoit plus difficilement sa fonction précise.

Quand le service militaire est remplacé par un « service national » qui met sur le même plan un soldat d'une unité de combat, un garde de l'O.N.F. (1) et un instituteur de la brousse africaine, que penser de la place d'une armée dans la cité ? Assistante sociale pour chômeurs potentiels, gentille organisatrice de sports sains au grand air pour des jeunes à la sortie de l'adolescence ou briseuse de grèves ? Par ailleurs comment interpréter le souci nouveau des patrons de la Défense française visant à « rentabiliser » l'armée. Comme si la survie d'un pays pouvait se quantifier, se retrouver dans des colonnes de chiffres plafonnés.

Armée de métier ou armée de citoyens ? Ou les deux conjuguées ? Là n'est pas le fond du problème. Le malaise de l'armée française, n'en déplaise au général de Boissieu, est un des résultats de la faiblesse de notre diplomatie ballotée au gré des humeurs d'un Etat livré aux factions. Une politique étrangère doit dans ses grandes lignes être claire, sans faux-fuyant. Et ce ne sont pas les ronds-de-jambe actuels avec l'O.T.A.N. qui aideront au ressaisissement indispensable de l'armée.

Quand les appelés défilent dans les rues, quand les cadres rechignent à propos de la réforme de leur statut promise pour les mois prochains, quand de nombreux jeunes officiers tournent leurs espérances vers les clubs militaires socialistes, comment ne pas voir que tous ces signes relèvent d'une

forme de contestation soulignant des inadaptations fondamentales et exigeant un grand débat sur le rôle de l'armée dans la cité de demain. MM. Bourges et Bigeard ne semblent pas en être conscients. Faudrait-il donc que la droite qui nous gouverne soit toujours en retard d'une guerre ?

Bernard ROEMER

(1) Office National des Forêts.



l'affaire de l'ordre des médecins

La déclaration des six-cents médecins du Groupe-Information-Santé demandant la suppression de l'Ordre des médecins fait éclater au grand jour une crise qui couvait depuis longtemps.

De fait, l'Ordre est moribond. Mais pour des raisons inverses de celles qu'avancent les contestataires.

Le Conseil de l'Ordre devrait logiquement être le gardien de l'éthique médicale. Mais la loi le lui interdit. A partir du moment où le législateur considère qu'il est de son domaine de réglementer cette éthique, qu'il a le droit de fixer les normes selon lesquelles la vie doit être protégée, ou au contraire détruite, l'Ordre n'a plus de raisons d'être. Le Professeur Lortat Jacob, président du Conseil de l'Ordre, a implicitement admis cette logique en se prononçant contre l'avortement parce que celui-ci était interdit par la loi de 1920. C'était très mal poser le problème, subordonner le respect de la vie, droit imprescriptible, aux aléas d'une législation changeante. En toute logique, si l'on suit la démarche du Professeur Lortat-Jacob, dans le cas où un régime nazi s'installait en France déciderait l'avortement obligatoire de toutes les femmes immigrées, le conseil de l'Ordre devrait radier les médecins qui ne se conformeraient pas à cette loi !

Réduit par le Pouvoir à être caution de la loi et non garant de l'éthique médicale, le

Conseil de l'Ordre a en outre trop souvent défendu les médecins contre la médecine. Trop souvent il a étouffé certains scandales ou attendu que leur importance devienne trop grande pour intervenir. Il est vrai que son pouvoir disciplinaire est réglementé par la loi, que ses procédures sont longues et lourdes.

Alors, que faire ? Supprimer le Conseil ? Ce serait un pas supplémentaire vers la médecine d'Etat. A l'heure de l'avortement, et alors qu'une campagne pour l'euthanasie s'engage, ce n'est guère rassurant ! Le réformer en lui accordant plus de pouvoirs et en accordant leur juste place aux libertés médicales ? Peut-être, à condition que le Pouvoir puisse à titre exceptionnel avoir un droit d'intervention et que les médecins se décident à lutter contre l'étroitesse d'esprit de certains mandarins qui discréditent le Conseil. Nous y reviendrons.

Arnaud FABRE
(enquête du groupe
N.A.F.-médecine)

le cercle

● La réforme Haby : ouverture de l'école sur la vie ? ou intégration plus facile à la société industrielle.

Le projet de réforme Haby est un phénomène intéressant à étudier sous l'angle de l'évolution des mentalités. En effet, le ministre a enregistré l'échec de l'école actuelle à tous les niveaux : fonctionnement, efficacité, contenu.

le projet haby

Pour que l'école ne soit pas un frein au développement harmonieux de l'enfant M. Haby supprime le redoublement dans l'école élémentaire. Dès le début de la scolarité obligatoire (ramené à cinq ans) l'élève pourra parcourir à sa vitesse le cycle primaire et sauter des classes sans que les problèmes d'âge légal (pour l'entrée en 6^e notamment) puissent l'en empêcher. Dans sa volonté de fournir des structures souples correspondant aux différents degrés d'intelligence et de compréhension, le ministre prévoit dès le début du tronc commun (6^e-5^e) des collèges différents enseignements :

- un enseignement de soutien pour les élèves plus lents ;
- un enseignement d'approfondissement pour les plus rapides et les plus doués ;
- un programme allégé pour ceux qui ont du mal à suivre et à assimiler.

Voulant adapter l'enseignement aux capacités de chacun, M. Haby donne la possibilité de s'orienter dès la 4^e-3^e dit « cycle d'orientation », par l'alternance de l'enseignement commun et des options ; à travers elles, les élèves qui ne désirent pas poursuivre cette filière, peuvent effectuer des « bancs d'essai préprofessionnels auxquels s'ajouteront des stages d'initiation en troisième année, de préapprentissage en dernière année, dans des lycées d'enseignement professionnel, des centres de formation d'apprentis, ou des entreprises ». On pourra aussi mettre en place « une formation alternée organisée par convention entre les entreprises intéressées et le collège. Des unités de capacité comptant pour l'attribution ultérieure de diplômes professionnels correspondront à ces stages et bancs d'essai ». Dans une période transitoire, « certains élèves pourront quitter le collège avant la fin du cycle d'orientation pour suivre une formation pré-professionnelle dans un établissement spécialisé ».

Quant à ceux qui restent, détenteurs, à la fin de ces quatre années de collège, d'un « brevet des collèges » remplaçant l'actuel B.E.P.C., deux possibilités sont offertes : 1) continuer des études dans un lycée d'enseignement professionnel, nouvelle appellation des C.E.T. ; 2) désirant éduquer la responsabilité et la liberté des élèves, le ministre instaure au niveau de la 2^e et 1^{re} un jeu de tronc commun et d'options

très diverses telles que économie et gestion, langues et cultures régionales, art et sport, technologie industrielle, etc... et un enseignement de la philosophie (3 heures) en 1^{re}.

En terminale, l'enseignement est uniquement optionnel. Le bac se passe en deux étapes ; l'une en fin de 1^{re} portant sur les matières du tronc commun : suivant les résultats, un jury extérieur accorde ou non le passage en terminale ; la seconde partie, en terminale, comprend des épreuves portant sur toutes les disciplines étudiées en cours d'année. La nature, le nombre et parfois même le niveau des options nécessaires pour l'admission sont fixées par les universités et les classes préparatoires.

Le projet présente donc un cycle d'enseignement étalé sur dix ans au minimum au cours duquel l'élève doit être préparé à la vie. C'est ainsi que les cours d'histoire et de géographie sont remplacés par un enseignement des « sciences économiques et humaines » dès la 6^e. En effet, « préparer au contact avec l'information courante fait partie des missions de l'école. Le rôle de l'éducateur sera d'aider à mettre en ordre les informations souvent incomplètes et parfois contradictoires qui viennent de l'extérieur ». Il faut « en outre, former les jeunes à exercer à l'égard de l'information extérieure, le sens critique nécessaire pour maintenir un degré suffisant d'intégrité individuelle ».

Il doit également commencer son apprentissage de citoyen : la participation des élèves est étudiée de plus près, précisée. Les établissements eux-mêmes jouissent d'une autonomie plus grande : ainsi ils peuvent dispenser des bourses pour les cas sociaux ; les conseils d'établissement (et non plus d'administration) sont présidés par le Chef d'établissement et non plus par le recteur d'académie (il est vrai que ceci se passait déjà dans la pratique).

Une réforme du corps professoral était nécessaire : c'est chose faite ; on distinguera instituteurs-professeurs, brevetés - certifiés - agrégés avec la possibilité de passer d'une catégorie dans l'autre. Le personnel d'inspection est également regroupé en trois corps et son rôle de conseiller et de soutien pédagogique est réaffirmé.

la logique d'une idée

Ce projet témoigne, à première vue, d'une volonté résolue de moderniser l'école. On ne privilégie pas de filières. On offre des tronc communs et des options. Libre à tous de choisir : « l'égalité des chances passe par la diversification des occasions que les jeunes auront de révéler à leurs maîtres, mais aussi à eux-mêmes, des aptitudes particulières et un suffisant pouvoir d'adaptation ». Mais cette volonté d'ouverture s'accommode mal de l'existence d'un ministère de l'éducation d'ambition nationale. Et puis le problème de l'école est mal posé.

Parce que le ministère de l'Education Nationale veut être au nom de l'égalité l'unique dispensateur de la culture en France, ce projet contient le vice inhérent à toute réforme élaborée dans ce contexte : celui de présenter « la » filière s'étendant de la maternelle au bac par laquelle il est prévu que passent tous les élèves. Ceux qui décrochent en route — car c'est bien ainsi qu'est ressenti le passage en technique — s'en vont sur la pointe des pieds.

Parce que l'école veut être la seule source de savoir, elle doit — au moins au niveau du discours — affirmer sa volonté d'égalité pour tous. Comme elle se heurte à la réalité qui, elle, est différenciée, elle aménage des voies de sorties, des niveaux. L'exemple le plus frappant en est le tronc commun du cycle d'observation (6^e-5^e). Il est mensonger dans les faits puisque aussitôt le ministre instaure trois niveaux : soutien, approfondissement, allégé. Autant de différenciations correspondant à la diversité des intelligences et qui contredisent l'égalité. Ceci ne manque pas d'être relevé par Guy Herzlich dans *Le Monde* du 14 février qui écrit très innocemment : « en voulant rapprocher l'enseignement des capacités des élèves à chaque instant, on aboutit ainsi à figer rigoureusement les inégalités ». Ce commentateur, suivi par les syndicats S.G.E.N. et S.N.E.T.P. ne peut sortir du schéma étroit : justice = enseignement identique pour tous. Leur étroitesse d'esprit est telle qu'ils préfèrent que l'enseignement soit inadapté aux capacités plutôt que de remettre en cause le sacro-saint mythe égalitariste. Il faudrait pourtant songer que le but à réaliser, comme le dit Illich est « d'assurer des possibilités éducatives égales, à tous ». Ce qui ne se confond pas avec un enseignement identique pour tous. Or, la justice consiste non pas à inculquer les mêmes éléments à tous, mais à donner à chacun selon son droit défini par ses capacités. La vraie question à poser, comme l'indique Illich, est celle-ci : « Celui qui veut apprendre, de quoi doit-il disposer, avec qui doit-il se trouver en rapport, et non pas : que faut-il que quelqu'un apprenne ? » Tant que le problème n'est pas ainsi posé — qui ferait éclater l'école-monolithe, le système est bloqué et la question de l'éducation non résolue. Et ce n'est sûrement pas le projet Haby qui apporte un remède, malgré ses bonnes intentions. La carte « ouverture sur la vie » que joue M. Haby est plus qu'ambiguë. S'il cherche par là à concurrencer les mass-media, l'intention est naïve et illusoire : l'école ne disposant pas de moyens aussi puissants, se fera vite distancer.

Quant à l'enseignement qui y est dispensé, il est fortement abâtardi. La réflexion sur le passé — *rejaillissant naturellement sur le présent et l'avenir* — dans les domaines historique, littéraire et philosophique, tend de plus en plus à être supprimée. En effet, elle peut être facteur de remise en cause. Par cette démarche, « on » tend à couper l'élève de ses racines intellectuelles et de son passé pour le laisser isolé et démuné devant un présent qu'il ne comprend guère ou qu'il n'a pas la possibilité de changer. Sa prise en main par le système n'en sera que facilitée.

vieux

culture ou éclectisme ?

il est louable de déclarer que la culture ne doit pas être « la juxtaposition de préoccupations indépendantes des spécialistes ». Dans ce cas, on choisit un autre principe que celui d'un enseignement uniquement optionnel — sauf le sport — au niveau de terminale ! L'éclectisme institutionnalisé n'a jamais favorisé l'apprentissage d'une sagesse ou d'une méthode. Il est louable de désirer qu'« *impliqué dans la transformation du monde moderne* », l'enseignement ne perde pas « *son âme, c'est-à-dire une recherche permanente de la rigueur intellectuelle, l'exigence de l'effort individuel, d'une certaine discipline personnelle* ».

Or, justement, le système qui consiste à asséner aux élèves une masse considérable et confuse d'informations sur le monde contemporain aboutit au résultat contraire. Ne risque-t-on pas par exemple en transformant le cours d'histoire et géographie en un discours portant pêle-mêle sur l'économie, la société, la morale, la politique contemporaines sans leur inculquer parallèlement une méthode de réflexion et de travail d'en faire des autodidactes dépourvus de sens critique ?

Il est vrai qu'un tel résultat n'est pas pour déplaire à ceux qui rêvent, rue de Grenelle de distiller un conformisme impénitent. Mais justement, si l'école doit avoir un rôle ce n'est pas de renforcer les mécanismes récupérateurs d'un modèle de société remis d'ailleurs en cause de toutes parts. L'école n'a pas à être l'école du système. Elle doit garder un certain recul et préserver son autonomie.

Or, même avec les meilleures intentions du monde, M. Haby, par la logique propre de l'existence d'un ministère de l'Education Nationale, embrigade les 6-16 ans, dans l'Ecole-ouverte-sur-la-vie. Il n'y aura plus aucun hiatus pour passer de l'école à l'entreprise.

En d'autres temps, des barrages, des intermédiaires autonomes étaient prévus pour éviter précisément cette expansion totalitaire de l'Etat dans toutes les institutions, en particulier dans le domaine de la formation.

l'école, pourquoi ?

Extrapolation arbitraire ? Peut-être par rapport aux intentions du ministre, mais pas par rapport aux applications.

L'un des blocages possibles, — non mentionné — réside dans le corps professoral auquel il est demandé une conversion qu'il ne veut ni ne peut opérer. Encore faudrait-il que ce corps enseignant soit homogène. Par ailleurs, que devient la liberté du professeur, doit-il se plier à ces directives ?

M. Haby a déclaré que « le devoir du maître sera de créer des *motivations authentiques* ». Frédéric Gaussen, dans *Le Monde de l'Education* souligne bien que là est la question fondamentale : « *... des méthodes de pointe, une pédagogie d'avant-garde, des conditions matérielles idéales... tout cela est peu de choses, si manque le ressort essentiel : ce que les psychologues appellent la motivation...* »

Toute la machinerie de la « maison-éducation » ne peut avoir qu'un but : permettre que cette rencontre quotidienne entre maîtres et élèves ait lieu. Les lois et règlements fixent les règles de ce rendez-vous, la plus importante étant celle qui fixe aux maîtres et aux élèves d'être là. Mais si cette contrainte permet de remplir les établissements scolaires, elle n'en suffit pas à faire qu'il y ait un enseignement. Pour cela il faut une autre condition plus subtile : que les maîtres aient envie d'enseigner et les élèves envie d'apprendre. Car il n'est pas d'enseignement sans désir. Désir de com-

munique, de former, de connaître, de chercher... Désir du maître de transmettre une compétence, de modeler, d'éveiller ».

C'est en effet souhaitable, mais faire bon marché du poids de l'institution qui influe sur les uns et les autres. A vrai dire, la logique même d'une réforme élaborée depuis le ministère est une prime à la passivité des maîtres.

Si M. Haby était vraiment conscient de l'importance fondamentale que représente une école, il rangerait sa réforme, se saborderait en tant que ministre d'une dérisoire Education Nationale, brisant le lien Etat/Ecole, et rendrait cette dernière à ceux qui sont en droit de la posséder.

Seulement, système oblige ! En privilégiant les matières « rentables, productives » pour cette société au mépris des matières propres à relier l'homme à son passé, à son être, à son esprit, M. Haby joue la seule carte logique qu'il lui reste. Outre la mutilation des intelligences, on peut prévoir déjà que ce projet est voué à l'échec. Conçu pour une masse, *il ne satisfait aucun de ses éléments en propre*. Conçu en termes d'efficacité, il se heurte aux pesanteurs d'une bureaucratie. Conçu en termes de rendement, il côtoie d'autres structures, qui, elles restent inchangées. Conçu en termes de « justice », il n'offre qu'une égalité des malchances.

Aucune issue ? La seule est de repenser la question en dehors de ce système mutilant et totalitaire. Alors, il faut réfléchir, non plus uniquement sur l'école, mais sur l'homme replacé dans son cadre naturel et social, au cours des différentes étapes de la vie. Car il est artificiel d'isoler cette notion d'enfance et de l'étendre jusqu'à l'institutionnaliser. Qui doit préparer l'enfant à s'insérer avec profit dans une profession ? Qui doit l'amener à faire sienne une méthode de réflexion et une sagesse devant la vie ? Quels cadres de vie dans le travail et la cité permettent cette éducation ?

Autant de questions qui doivent conduire à briser le monopole de l'Education nationale.

Françoise DUMONT

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (20 F), 6 mois (40 F), un an (70 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 642-31 Paris

à retourner à la naf - 17, rue des petits-champs - paris 1^{er}

d'un théâtre à l'autre

Trois représentations théâtrales, trois démarches bien distinctes, un point commun : la sincérité de leurs pratiquants dans le désir de servir le théâtre. Mais quel théâtre ? Celui d'hier ? Celui d'aujourd'hui ? Celui de demain ? Ou celui de toujours ?

Crime et châtiment (1) : Robert Hossein, serviteur intègre du théâtre par son souci de la perfection et son désir d'aller le plus loin possible dans la vérité apparente de l'œuvre, nous offre une représentation parfaite. Mais parfaite dans les limites d'un théâtre où le réalisme sert de support à une poésie toute terrestre. C'est un travail dans la tradition des grands animateurs d'hier, de Stanislavski à Vilar en passant par Juvet et d'autres, parmi lesquels Baty qui conçut l'adaptation qui nous est présentée ici. Elle aussi, cette adaptation, a ses limites : un certain équilibre, un manque de folie, un manque d'outrance. C'est très beau, mais cela ne décolle jamais du sol, du réel. Et cela ne tient pas qu'à l'adaptation de Baty, mais sans doute aussi aux acteurs, habitués qu'ils sont depuis des années à jouer « juste », à jouer « sobre », ce qui les garantit de tout « excès lyrique ». Et si ce

théâtre est en effet celui d'aujourd'hui, c'est déjà celui d'hier.

Le Marathon (2) : Claude Confortès, l'auteur, le metteur en scène et un des trois interprètes de cette pièce, tente d'atteindre par son théâtre à l'universel. Grâce à la simplicité de ses thèmes, à celui de son langage et à son souci de l'humain, il parvient à toucher le spectateur par le rire et par l'émotion. Il est à l'opposé de ce théâtre « intellectuel » qui sévit sur tant de scènes, et aussi d'un certain théâtre de « divertissement » qui se traîne au ras du quotidien. Cette pièce, admirablement défendue par ses trois interprètes (en particulier par Canselier qui est à l'orée d'une grande carrière), les musiciens qui les entourent et une mise en scène qui bouge, qui danse, nous emplit le cœur de joie pendant une heure et demie ; et le dernier quart d'heure nous fait basculer dans l'univers du rêve, de l'ailleurs, de l'invisible. Les dieux nous frôlent de leurs souffles, et nous atteignons à l'irrationnel, à la magie du théâtre.

Ici, oui ! Nous avons devant nous le véritable théâtre d'aujourd'hui, avec ses manques, mais aussi son désir de rompre avec un certain intellectualisme et ses dessé-

chantes démonstrations. Théâtre qui cherche encore sa forme, mais qui renoue avec les grands thèmes éternels.

Le Golem (3) : Ici, plus de texte, plus de décor, plus d'éclairage. Trois acteurs qui recherchent, dans l'ascèse dramatique et le dépouillement de l'inutile, une vérité qui leur échappe encore. Et qui nous échappe surtout à nous, spectateurs pas assez préparés à cette quête. Nous pressentons plus que nous ressentons. Cela défie l'analyse et c'est tant mieux. C'est un domaine interdit aux esprits cartésiens que nous sommes tous à des degrés différents. C'est le théâtre pauvre prôné par Grotowski (4). Ce n'est pas forcément un exemple, mais une voie entre d'autres possibles, et qui a le mérite de l'authenticité. Et à travers les brumes qui nous paraissent l'entourer, nous devinons une lumière qui un jour, peut-être, illuminera nos cœurs.

Pierre LIMOUSI

- (1) Au Théâtre de Paris jusqu'au mois de juin.
(2) Au « Palace » jusqu'au 8 mars.
(3) La dernière représentation a eu lieu dimanche 16 février au Théâtre Oblique, mais sera peut-être reprise ailleurs, et le Théâtre de l'Expérience prépare d'autres spectacles.
(4) Je conseille la lecture de « Vers un théâtre pauvre » de Jerzy Grotowski (La Cité).

Louis XI

ou

la

volonté

historique

Au moment où Louis naît, le royaume de France est réduit à une peau de chagrin, dévasté par les grandes compagnies, sans cesse envahi par les Anglais, menacé en permanence par les rivalités et les coalitions des grands féodaux. Ensuite, dauphin exilé et même un moment traqué, il a vu tous les inconvénients de cet affaiblissement du pouvoir royal — moins grand cependant que l'auteur tend à le faire apparaître, sans doute pour rendre plus convaincante cette réhabilitation de Louis XI —, mais il a compris la mission qu'il devait remplir. Il n'aura de cesse, devenu roi, qu'il n'ait ramené la paix, établi des frontières sûres et reconnues par tous ses voisins et assuré à l'institution royale des bases solides.

Œuvre gigantesque, que seule une personnalité hors du commun était à même de réaliser. Paul Murray Kendall met bien en valeur tous les aspects du caractère du roi, le cheminement de sa pensée. Patient, tenace, se repliant sur lui-même pour mieux se lancer ensuite dans de grandes aventures. Souvent en position de faiblesse, entouré d'ennemis, il se servait, afin d'éviter de verser le sang de son peuple, de son arme favorite, la diplomatie ; selon les ambassadeurs italiens de l'époque, il était « l'inévitable vainqueur de toute négociation » et « le plus subtil homme qui soit ». La manière dont, après des années d'âpres luttes et de trêves sans cesse repoussées, il vint à bout du duc de Bourgogne en est l'exemple le plus magistral.

Mais il savait aussi s'entourer des conseillers les plus capables et les plus habiles de son temps, n'hésitant pas à pardonner à ceux qui s'étaient opposés à lui, pourvu qu'ils aient servi avec fidélité et fassent de même avec lui.

Au faite de sa puissance, il restait un homme simple, se refusant à déployer l'apparat que l'on jugeait nécessaire à sa

fonction. Entouré de ses fidèles compagnons — Philippe de Commines est le plus célèbre d'entre eux —, il battait la campagne, chassait par monts et par vaux, toujours en voyage, logeant souvent chez l'habitant, recevant parfois les ambassadeurs — qui s'en plaignaient âprement — dans des cabanes perdues dans les forêts.

Sur l'extrême fin de sa vie, ne pouvant plus se déplacer, rongé par la maladie, ce catholique fervent se mit en quête d'hommes et de femmes saints susceptibles d'améliorer son état : tant de choses restaient à faire dans le royaume, même s'il pensait avoir suffisamment assuré sa succession.

A sa mort, les querelles reprirent, des germes de division se manifestèrent à nouveau. Mais l'institution résista. Un des participants aux Etats-Généraux qui se tinrent peu de temps après sa mort dit de lui, en ultime hommage : « Il nous a laissé un héritage de paix ». Et une leçon de grande politique, serions-nous tenté d'ajouter.

F. W.

- (1) Louis XI, Paul Murray Kendall. Fayard.
Le livre est enrichi d'une importante bibliographie et de nombreux appendices et notes.

« L'universelle araigne ». Tel est le surnom dont ses ennemis avaient affublé Louis XI, et tel il apparaît dans le livre passionnant de Paul Murray Kendall (1), professeur d'Histoire à l'Université du Kansas. Mais les fils de la toile, lentement tissés et assemblés au long d'une vie, devaient faire d'un royaume encore féodal une monarchie nationale, première puissance de son temps.

SOLIDARITE
AVEC LES HARKIS
MEETING A LA MUTUALITE
DIMANCHE 2 MARS

à 15 heures
Nous comptons
sur votre présence

la dame de vivienne

Nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer le combat d'Huguette Spengler menacée d'expulsion par la Société civile immobilière de la galerie Vivienne pour avoir tenté de réanimer un quartier tombé en léthargie. Pour se défendre contre les requins, « la reine des arts » rencontra toutes sortes d'appuis aussi bien de la part des étudiants des Beaux Arts, que de la part d'une multitude d'organes de presse. Une telle mobilisation est pour une bonne part responsable de la mesure de sursis dont bénéficia Huguette Spengler à l'issue d'un entretien avec Jacques Duhamel, alors ministre de la Culture.

De sursis en sursis, l'affaire n'était pas pour autant réglée. Deux faits nouveaux et d'importance sont pourtant intervenus ces derniers jours. D'une part la levée de la forclusion et la possibilité d'interjeter appel dans le procès qui l'oppose à la Société civile immobilière de la Galerie Vivienne et la prise en main de l'affaire par un nouvel avocat. Et, l'intervention par ailleurs de Pierre Bellemare qui sera plus ou moins indirectement à l'origine du classement de

la galerie, classement maintes fois réclamé et auquel il n'avait été jusqu'à jamais répondu.

Une autre question n'en demeure pas moins en suspens. Que deviennent les revenus des loyers primitivement destinés à l'entretien de la galerie, aujourd'hui lamentable, et d'après le vœu de la testatrice, la comtesse de Caen, destinés à venir en aide aux artistes. Le légataire n'est donc toujours pas à l'abri d'une accusation de détournement de leg. Doit-on dans cette affaire compter sur le soutien de l'ex-conseiller de Paris, M. Jacques Dominati, qui dans la lettre qu'il lui adressait le 12 octobre 1968, s'avouait « *captivé et convaincu de la nécessité d'un effort d'animation sérieux pour faire revivre ce beau quartier Vivienne* » et assurait Huguette Spengler de son « *soutien le plus total* ». Huguette Spengler prévoit justement d'organiser un festival et une expérience d'animation dans le quartier en juin prochain. C'est l'occasion ou jamais pour M. Dominati de manifester son sérieux.

Philippe DELAROCHE

adhérents

Nous procédons actuellement au renouvellement des cartes pour 1975.

Tous nos adhérents de province ont dû recevoir maintenant leur nouvelle carte. Les adhérents de Paris et de la région parisienne la recevront d'ici une dizaine de jours. Les nouvelles cartes sont établies pour les personnes remplissant les deux conditions suivantes :

— avoir signé le bulletin d'adhésion nouveau modèle (qui comporte la déclaration fondamentale) ;

— être à jour de cotisation pour le mois de décembre.

Les adhérents qui ne remplissent pas ces deux conditions sont invités à régulariser leur situation au plus vite pour nous éviter des échanges de correspondances coûteux et inutiles.

mercredis

de la naf

Chaque semaine la N.A.F. organise une conférence, suivie de débats. Les réunions ont lieu à 21 heures, 12, rue du Renard, 75004 Paris (salle du 2^e étage) (métro Hôtel de Ville).

montpellier (15-16 mars)

Session régionale d'études des zones d'action Sud-Est et Languedoc.

Thème : « La monarchie »

avec Philippe Vimeux et Yves Carré. S'inscrire dans les meilleurs délais en écrivant à N.A.F., 4, square des Postes, 38000 Grenoble.

Les inscrits recevront une circulaire leur donnant tous les détails. Logement assuré sur place.

Le samedi 15 mars à 21 heures, aura lieu une réunion des responsables d'unités et des correspondants des deux zones d'action, avec Georges Bernard, directeur de la propagande.

Ordre du jour :

- Questions et problèmes de la propagande.
- A quoi servent les zones d'action ?
- Organisation des deux zones.

Ces deux journées doivent marquer, sinon un nouveau départ, du moins un renforcement de la N.A.F. dans les régions concernées. C'est dire l'importance de la présence à Montpellier d'un maximum de militants et sympathisants.

• Mercredi 26 février : « Humanisme biologique et racisme scientifique », par Jacques Delorme.

• Mercredi 5 mars : « La Nation : fille de la guerre ? Communauté historique ? Ou gigantesque projet ? », par Gérard Leclerc.

A la fois lieu de rencontre, de formation et de discussion, les mercredis de la N.A.F. sont un moment privilégié auquel sont spécialement conviés tous les sympathisants et simples curieux désireux de mieux connaître la N.A.F.

promotion de la naf-hebdo

L'opération « promotion » que nous avons lancée au début de ce mois a très bien démarré et commence à donner ses premiers résultats. Rappelons qu'elle consiste à faire connaître notre journal à un nouveau public, sensibilisé par le succès des Journées royalistes et leur retentissement dans la presse. Pour cela nous ne pouvons compter que sur vous et sur votre volonté de voir se développer la N.A.F. Nous tenons donc à votre disposition en

quantités assez importantes des numéros des semaines passées que nous vous demandons de diffuser autour de vous :

— en l'adressant (sous bande affranchie à 0,20 F) à toutes les personnes qui figurent dans votre carnet d'adresse. Il serait souhaitable de renouveler l'opération plusieurs semaines de suite ;

— de procéder à des distributions dans les boîtes aux lettres de votre quartier.

PARIS-15° - VANVES - ISSY

Dîner-débat le vendredi 7 mars à 19 h 30 sous la présidence de Jacques Beaume, avec la participation de Bertrand Fessard de Foucault et de Bertrand Renouvin. Thème du débat « Le giscardisme contre l'indépendance nationale » au Sofitel-Sèvres, 2, rue Grognet, 75015 Paris (métro Balard - proche du périphérique). Inscriptions auprès de M. Pierre Arvis (531-90-20), 199, rue de Lourmel, 75010 Paris. Prix du couvert 50 F, étudiants et lycéens : 30 F.

du côté

de l'occident blanc

BRIGNEAU LE BRAS TENDU...

Plusieurs lecteurs nous ont reproché d'avoir attaqué, sans justification aucune, M. François Brigneau il y a quinze jours. Nous précisons que l'anecdote que nous avons relatée était tirée des mémoires de M. Brigneau *Mon après-guerre* parues en 1966. La lecture de ces mémoires est d'ailleurs fort instructive : à la page 227 il se qualifie lui-même de « fasciste européen », à la page 232 il explique ses solutions pour régler le problème algérien : « J'étais hostile à l'intégration... Contre le mélange, le métissage, je me déclarais partisan d'un apartheid, d'une ségrégation à la française ». Décidément le racisme que nous reprochons à ce personnage ne date pas d'hier.

RASPAIL L'APOLITIQUE...

Au cours de l'émission « Apostrophes » du 17 janvier, M. Raspail s'est plaint des attaques de Bertrand Renouvin contre lui : il n'était qu'un simple écrivain non engagé dans la politique. Or le numéro 3 d'*Initiative*, le journal du Parti des Forces nouvelles contient le texte du discours qu'il a prononcé le 10 novembre dernier et où il annonce sous le titre « les raisons d'un engagement » son adhésion à cette organisation dont d'ailleurs il est membre du Conseil national. Alors M. Raspail, auriez-vous démissionné de vos fonctions sans le dire à personne entre le 10 novembre et le 17 janvier ?

CLEMENTI DE LA L.V.F....

Quant à M. Pierre Clémenti que nous avons mentionné dans la N.A.F. du 15 novembre dernier il nous cite en correctionnelle, fort mécontent du qualificatif que nous lui avons attribué. Il nous réclame 20.000 francs actuels à titre de dommages et intérêts. Affaire à suivre, Monsieur le brillant combattant du Front de l'Est.

Indiquez-nous la quantité de N.A.F. qui vous est nécessaire (seul le port vous sera facturé) :

Tarif : 50 ex. : 3 F
100 ex. : 5 F
500 ex. : 25 F

Adressez vos commandes à la N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris, accompagnées de leur règlement à l'ordre de la N.A.F. C.C.P. 642-31 Paris.

destin de l'intelligence

4 - parier sur la vie

● **Plutôt que de gémir, pourquoi ne pas prendre confiance dans le destin de l'Intelligence, faire un grand pari sur la vie ?**

On ne tire pas sur les idées au canon (1). Le combat intellectuel a ses exigences qui excluent les procédés, les feintes étrangères aux disciplines de l'esprit. S'il fallait lui définir une règle d'or, volontiers je parlerais d'un nécessaire optimisme fondamental. Il n'y a pas recherche de la vérité et combat pour elle sans cette santé, cette confiance dans le dynamisme naturel d'un esprit capable de devenir toute chose et de pénétrer jusqu'au cœur du monde. La pensée occidentale depuis plusieurs siècles a pris plaisir à se piéger elle-même, à se déprécier et à se supprimer. Il nous faut retrouver la santé intellectuelle des Grecs et des penseurs de notre Moyen-Age.

L'intelligence est d'abord force d'affirmation. Elle ne s'oppose que pour affirmer. Elle implique donc ce oui nietzschéen à la vie qui dans son cas signifie oui à l'être. Sûre d'elle-même, elle est prête à un affrontement qui peut être polémique mais qui n'en restera pas moins *dialogue*. Bien sûr le mot est piégé, mais il n'y en a pas d'autre. Une pensée incapable de s'engager dans la controverse avec l'adversaire est-elle encore une pensée ? Il lui reste la ressource de s'affronter à elle-même et au monde. Pourtant il est de sa nature d'aspirer à la communication. Penser consiste à vouloir rendre raison de quelque chose, ce qui n'est possible que par le logos, le verbe qui est indissociablement logique et parole, ce qui met en accord avec l'autre et la raison universelle marque de notre commune humanité. Les grands moments de la pensée ont toujours été des moments de grande controverse, où le dialogue a été porté à son point de perfection.

Par rapport à l'intelligentsia, la meilleure attitude me paraît être l'affirmation dans le dialogue beaucoup plus que l'opposition et le refus. Je soupçonne ces deux dernières attitudes d'être moins conformes aux exigences de l'esprit qu'à une sorte d'esthétisme, à la beauté du geste. Au lendemain de la guerre, nos hussards étaient là pour faire des pieds de nez à l'existentialisme et au marxisme. Mais au nom de quoi ? Le maurrassisme était très, très vaguement allégué. Si Pierre Boutang n'avait pas été là pour veiller au grain, jusqu'où aurait été ce néoromantisme ? Je préfère ne rien en dire, sachant trop où il a mené certains,

UN « LIEU » INTELLECTUEL

Le combat des idées n'est pas intemporel, même s'il met en cause des vérités permanentes ou des erreurs vieilles comme le monde. Il s'insère dans une trame historique. A chaque époque, un lieu intellectuel se dégage et la valeur d'une position se marque à la façon dont elle sait témoigner des exigences éternelles de l'être dans un climat sans cesse renouvelé. Nous ne sommes plus au XIX^e siècle, ni même au début du XX^e siècle et il serait stupide de vouloir reprendre dans les mêmes termes des controverses qui dépendaient étroitement du « lieu » de l'époque. J'ai tenté depuis trois semaines de définir le lieu actuel, sur lequel j'aimerais que nous établissions les plus solides positions, avec les armes les plus sûres.

Ce lieu est celui de la technocratie et du nihilisme moderne, où la raison scientifique prétend chasser toute requête ontologique. Certains pourront nous faire l'objection : mais votre tradition intellectuelle ne porte-t-elle pas une part de responsabilité dans cet état de fait ? Vos prédécesseurs ne se sont-ils pas réclamés du positivisme, et de cet Auguste Comte qui voulut balayer toute métaphysique ? On pourrait répondre d'abord que les termes *positif* et *métaphysique* sont très loin d'être univoques dans le langage comtien et qu'il faudrait commencer pas un bon vocabulaire. Mais ce ne serait pas l'essentiel.

M. Pierre Arnaud, le plus autorisé des commentateurs actuels du maître du positivisme, a parfaitement souligné qu'il existait une véritable ontologie positive, une hiérarchie de l'être dont le sommet n'est pas le Dieu de la métaphysique, mais l'Humanité appelée également le Grand Etre. Comte n'était pas le moins du monde nihiliste. Chez lui la méthodologie n'est pas exclusive de la recherche du sens et de l'esprit religieux. Qu'il ait échoué dans sa tentative proprement philosophique et religieuse et que le positivisme ait engendré un néopositivisme scientifique est une autre affaire et qui ne touche pas notre tradition intellectuelle.

Ce qui touche en revanche notre tradition, c'est l'accord entre le positivisme défini comme doctrine de constatations (qui, comme tel, recouvre intégralement l'exigence scientifique) et l'exigence ontologique sans laquelle il est impossible d'échapper au nihilisme moderne sinon par la volonté de puissance. J'en vois un exemple essentiel dans le problème de la nation. A Jaurès qui constate : *la nation est un fait*, Maurras réplique qu'elle est surtout un bien-fait (2). Ces deux affirmations également vraies se distinguent par la nature du jugement dont elles sont le résultat. D'un côté nous avons un jugement de constatation pure que la science politique pourra étayer en mettant en lumière les processus historiques qui ont permis l'existence de ce fait. De l'autre nous avons un jugement de valeur, une appréciation ontologique. Nous ne défendons pas la nation parce qu'elle est un fait, le résultat d'un processus, mais parce qu'elle constitue une forme d'être, sociale, historique dont nous recevons l'existence. Si certains refusent l'héritage français, s'ils refusent de se battre pour que notre pays persiste dans l'existence, c'est qu'ils le considèrent comme un « fait » contingent, extérieur à eux-mêmes. Leur attitude est fonction directe d'un nihilisme qui a pris également dans l'ordre historique.

Notre lien actuel de combat des idées est ainsi parfaitement circonscrit. Le tout est maintenant de savoir si nous trouverons des alliés contre la technocratie nihiliste.

LA SECURITE ONTOLOGIQUE

La semaine dernière, nous avons vu que face à un rationalisme scientifique desséché, la tentation était grande pour la jeunesse révoltée de se jeter dans le grand refus, un irrationnel délirant. Répondre, en sorte, à un nihilisme par un autre nihilisme. Mais il y a d'autres issues au grand refus, parfaitement légitime dans un univers glacé, sans entrailles, sans cœur, sans

profondeur. Ce jeune maoïste que nous avons vu se raccrocher au « peuple » comme sujet historique en chair et en os, en sensibilité et en esprit, ne manifeste-t-il pas à sa manière une exigence ontologique, celle même qui est nôtre et qui nous rattache au peuple français par toutes les fibres ? Face à pareille exigence, il n'est pas pour nous d'autre voie que le dialogue intellectuel poussé selon ses propres lois jusqu'à son terme.

Cette exigence se manifeste à d'autres niveaux, sur d'autres terrains mais toujours dans le même « lieu intellectuel » où sont remises en cause les figures de la raison desséchée. Il y aurait beaucoup à dire ainsi sur le courant antipsychiatrique dont un des principaux représentants, Laing n'hésite pas à dire que ce qui importe à l'individu, c'est la *sécurité ontologique*. Christian Delacampagne, dans un ouvrage fondamental (3), fait le procès d'une raison au service de l'obscurantisme, une raison qui passe à côté des choses fondamentales, qui ne sait pas voir l'essence intime des choses. Où le mènera lui-même, cette recherche, il l'ignore. Mais il se laissera aller jusqu'au bout, sans crainte des conséquences. Il l'affirme dans un propos préliminaire que je veux citer ici, tant il est significatif.

« Ce livre ne représente que le premier moment d'une évolution qui vient à peine de commencer, et dont il est encore trop tôt pour dire où elle aboutira. Il est à prendre pour ce qu'il est : pour un jalon. Le voici donc à jamais voué à l'inachèvement. A la contradiction. A l'agonie.

« Pourtant, comme de nombreux ruisseaux qui se rejoignent pour ne plus faire qu'un fleuve, il se pourrait que sorte, de tout ceci, une chose inouïe. Inouïe comme nos espoirs, nos rêves, comme nos désirs. Et à cause de laquelle il nous sera, espérons-le, beaucoup pardonné. Car comme dit le proverbe : mieux vaut un peu de mauvaise foi que pas de foi du tout. »

Le grand refus s'éclaire d'une foi, d'un clair de lune qui n'aspire qu'à laisser sa place au grand soleil. Alors ? Plutôt que de gémir, pleurer, pourquoi ne pas prendre confiance dans le destin de l'Intelligence, faire un grand pari sur la vie ? La grande quête intellectuelle continue. Pour de nouvelles générations, l'aventure sera belle.

Gérard LECLERC

(1) Charles Maurras.
(2) Cf. *Votre Bel Aujourd'hui*.
(3) Christian Delacampagne *Antipsychiatrie, les voies du sacré*. Théoricien, Grasset.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742.21.93
Abonnement trois mois : 20 F
Abonnement six mois : 40 F
Abonnement un an : 70 F
Abonnement de soutien : 120 F
C.C.P. N.A.F Paris 642-31
Directeur de la publication
Yvan AUMONT
Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)